



L'Édito

Que faut-il de plus pour faire bouger les lignes sur la politique agricole ?

La Covid 19 montre une fois de plus l'illusion de la séparation entre faune sauvage et activités humaines. La pandémie oblige à nous confiner et montre l'intérêt, même dans les pays riches, d'une certaine souveraineté sur les aliments, les médicaments ou les vaccins. Le passage des oiseaux migrateurs fait craindre une nouvelle grippe aviaire et la peste porcine africaine qui a déjà détruit la moitié du cheptel chinois a été signalé à la frontière allemande.

La crise de 2008 avait déjà montré les dangers de la dépendance aux importations de produits agricoles pour la cohésion sociale dans les pays pauvres. On croyait que les pays au climat tempéré comme la France étaient relativement épargnés par le réchauffement climatique. La mauvaise récolte de céréales en 2020, quatre ans après la forte chute de 2016 prouve le contraire. Nous avons cru punir la Russie pour l'annexion de la Crimée. Cela lui a permis de reconstituer sa filière céréalière et de passer du statut de meilleur client à redoutable concurrent.

Depuis le Grenelle de l'environnement, chacun était conscient de la nécessité de changer de modèle pour progresser vers des techniques plus douces. La Cour des comptes s'offusque que les aides directes aient si peu de résultats tangibles. Les consommateurs se lassent et privilégient la Bio.

Même constat d'immobilité côté Pac. C'était un exemple d'intelligence collective pour apporter à l'Europe la sécurité alimentaire mise à mal par un siècle de colonialisme, deux guerres et l'impossibilité politique de s'approvisionner en Mer Noire. Prise au dépourvue par la chute du mur, la Pac s'est alignée en 1992 sur la politique américaine en instituant des aides directes. Cette stratégie du « passager clandestin » a bien réussi car la France a désormais un solde positif de plus de 4 Mds € avec les Etats-Unis. Mais un tel déséquilibre des échanges n'est pas tenable, même avec un nouveau Président. Le Brexit va diminuer le budget commun et le départ de ce grand importateur va faire apparaître que l'UE est devenue une des zones mondiales les plus excédentaires en produits agroalimentaires. Les aides directes instituées depuis 30 ans sont devenues des rentes foncières insuffisantes en période de crise et inappropriées pour faciliter l'innovation en période faste.

La Commission européenne a tenté d'innover en prônant une stratégie de la fourche à la fourchette avec pour objectif d'améliorer la santé publique. Mais il faut croire que les signaux ne sont pas encore assez clairs. La Pac post-2023 ressemblera à celle qui dure depuis 1992. Cette dernière avait été bricolée en vitesse avec pour principal objectif de s'aligner sur nos « amis » américains. Cela a bien marché mais on ne peut pas recommencer. Il nous faut inventer une stratégie pour s'adapter aux crises. Ce serait dommage de se contenter d'une nouvelle mouture corrigée à la marge et de moins en moins collective.